

82

Tarn-et-Garonne

c|a.u.e

Conseil d'architecture, d'urbanisme
et de l'environnement

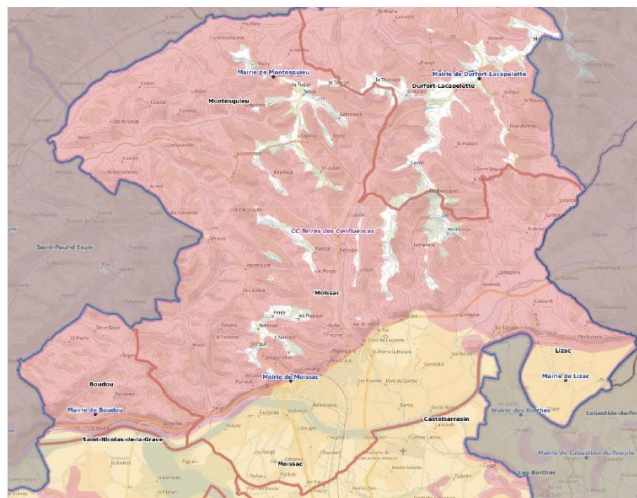
Le retrait Gonflement des Argiles : Comment y faire face ?

MARDI 10 Février 2026

Fonds de prévention argile et retour d'expérience en Tarn-et-Garonne



Retrait Gonflement des Argiles en Terres des Confluences



RGA exposition forte
RGA exposition moyenne



Fissures provoquées par les RGA

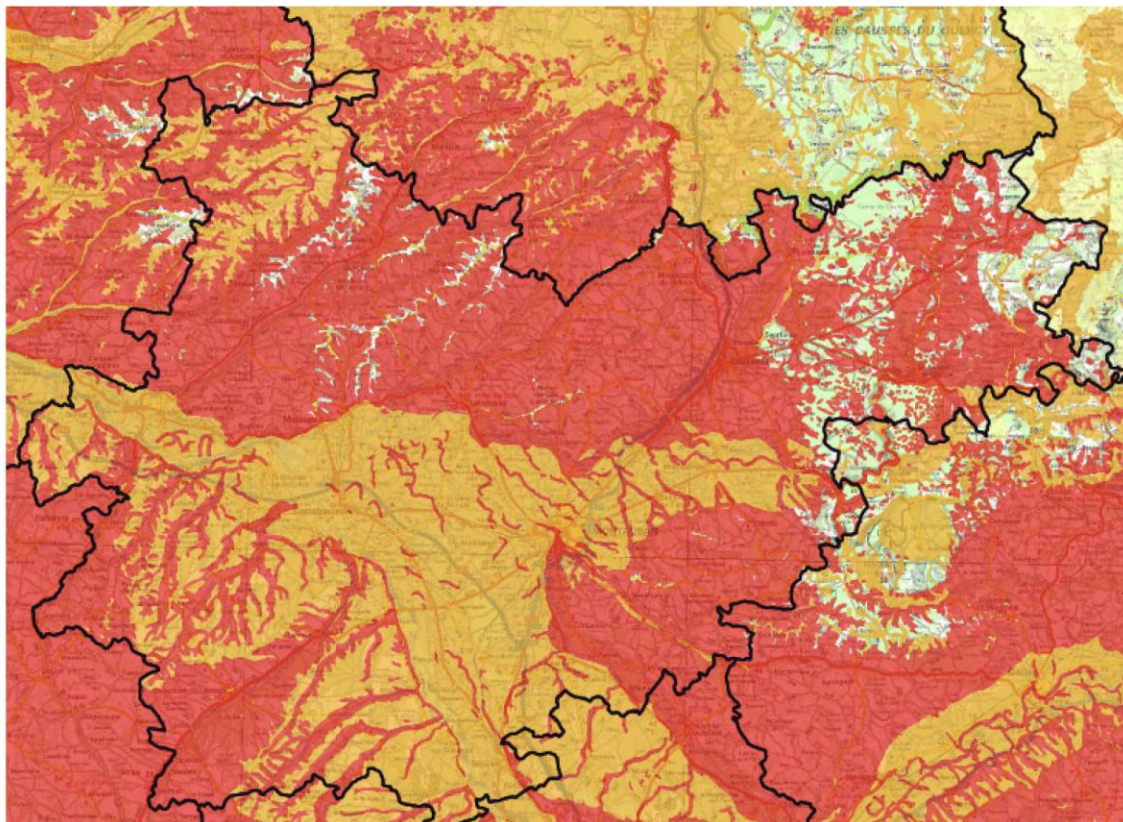
Sommaire

Le RGA dans le 82 ?

Les enjeux d'aujourd'hui : la prévention

Carte d'exposition du Tarn-et-Garonne (zonage ELAN)

zones moyennes
à fortes
=
85 % du
département
et
78 % de la
sinistralité



▼ Exposition au retrait gonflement des argiles

- Exposition forte
- Exposition moyenne

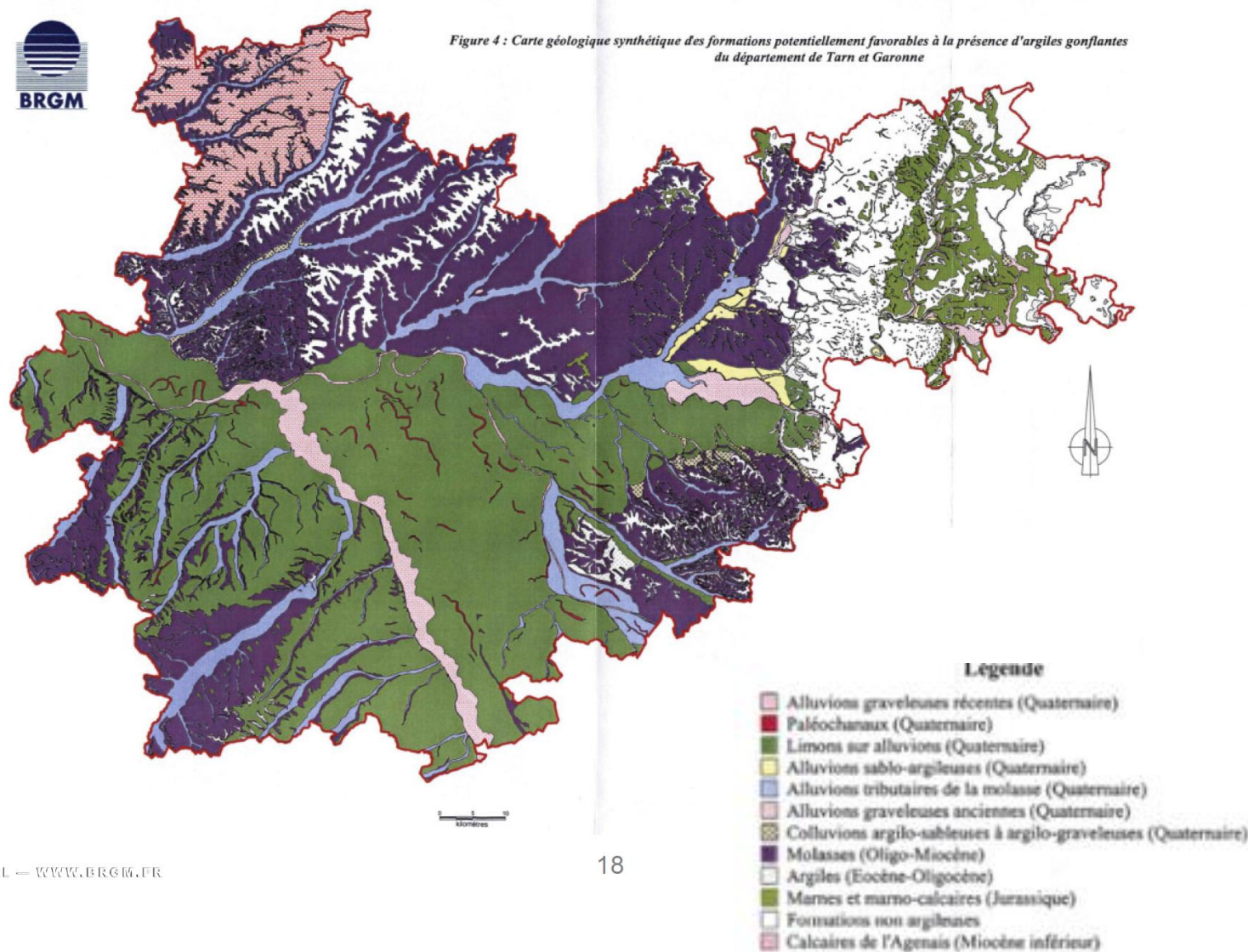
Forte: 46,5%
Moyenne : 34,5 % de
la superficie du
département

Le retrait-gonflement des argiles, RGA

Les terrains argileux dans le Tarn-et-Garonne



Figure 4 : Carte géologique synthétique des formations potentiellement favorables à la présence d'argiles gonflantes du département de Tarn et Garonne



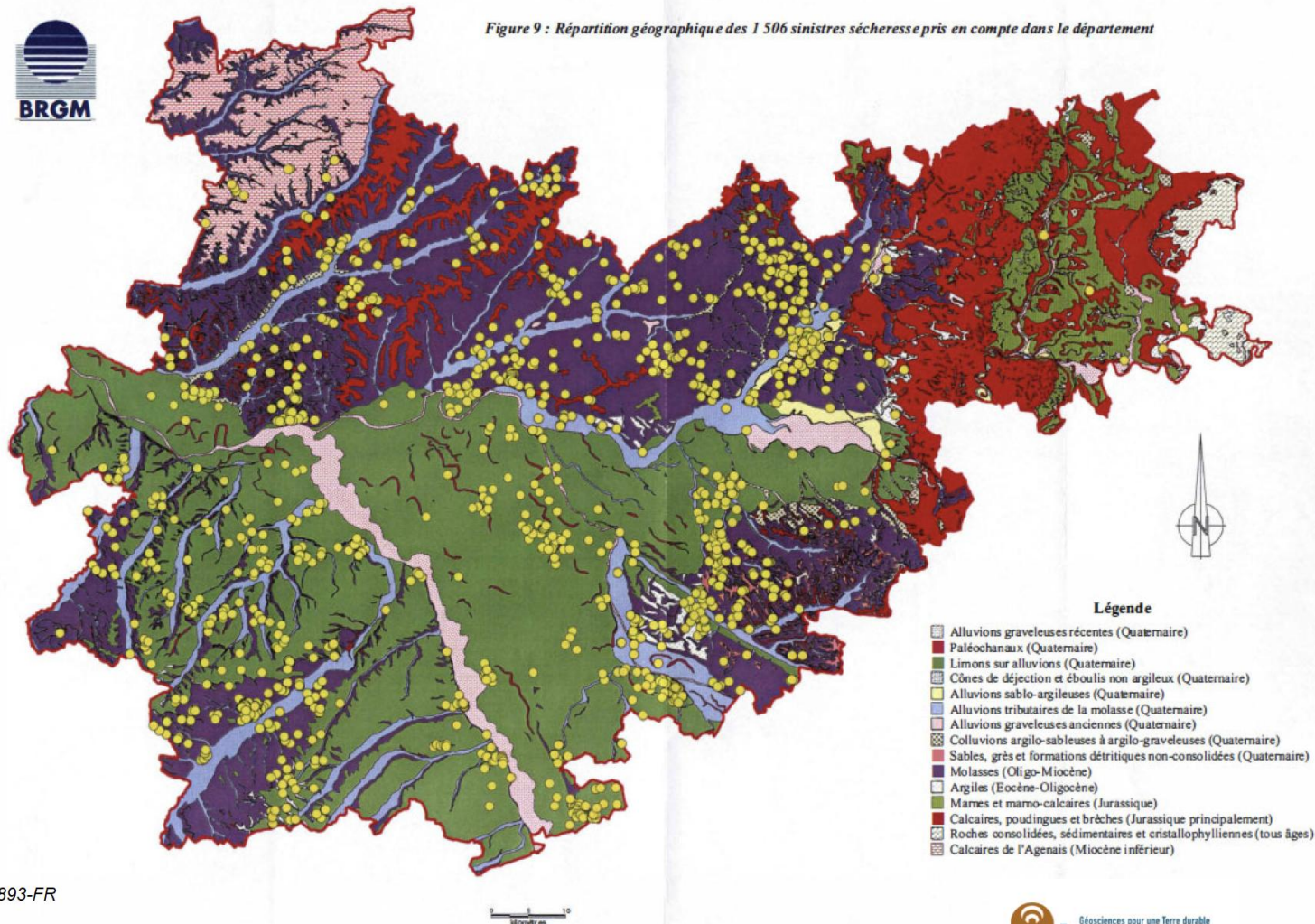
Terrains argileux
 =
 85 % du
 département

Sinistralité 2002 (Tarn-et-Garonne)

1 506 sites de
 sinistres
 Soit 73% des
 communes
 sinistrées du
 département.



Figure 9 : Répartition géographique des 1 506 sinistres sécheresse pris en compte dans le département

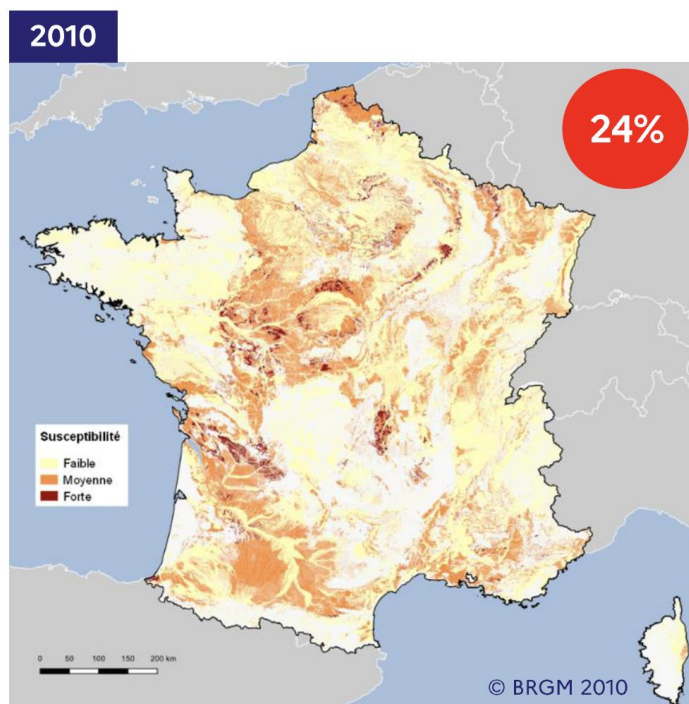


Source Rapport BRGM 2002 RP-51893-FR

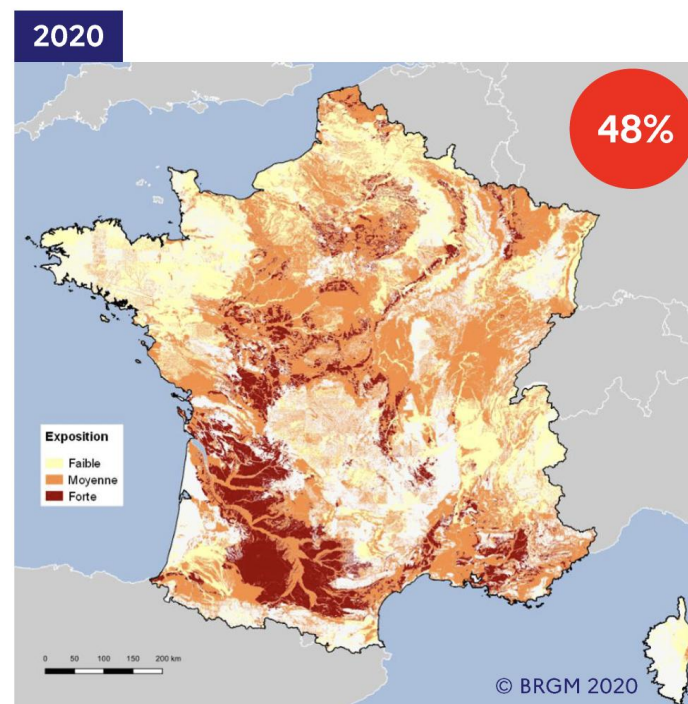
Et demain ?

2. Sécheresse & RGA : exposition en France métropolitaine

- Evolution de l'exposition au phénomène de RGA en France



Cartographie de la **susceptibilité** du territoire au phénomène de retrait gonflement : **24%** du territoire est en zone de susceptibilité moyenne ou forte



Cartographie de l'**exposition** du territoire au phénomène de retrait gonflement : **48%** du territoire est en zone d'exposition moyenne ou forte

LA PREVENTION

- Décret n° 2025-920 du 6 septembre 2025
- Arrêté du 6 septembre 2025

→ Création d'une aide pour soutenir la **prévention** des désordres causés aux constructions existantes par les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux.

Onze départements concernés par la démarche :

- L'allier
- Les alpes de Haute Provence
- La Dordogne
- Le Gers
- L'indre
- Le Lot et Garonne
- La Meurthe et Moselle
- Le Nord
- Le Puy de Dôme
- Le Tarn
- Le Tarn et Garonne

Trois étapes

1

Première Etape :
L'information, la
sensibilisation, la
communication

- « Aller vers » les ménages éligibles
CAUE 82

2

Deuxième Etape :
Études : Diagnostic de
vulnérabilité dont le
contenu est défini et
qui déterminera les
travaux nécessaires

- 1ere phase : - AMO administrative
- 2eme phase : - AMO diagnostic de vulnérabilité

Organisme agréé pour activités d'ingénierie sociale,
financière et technique (L365-1 du CCH)

Expert justifiant condition R125-8 et R125-9 du code des assurances

3

Travaux
de prévention
éligibles

- Travaux

Pour la phase travaux possibilité de recourir à un
maître d'oeuvre conforme au L1792-1 du code civil

1

Première Etape :
L'information, la
sensibilisation, la
communication

- « Aller vers » les ménages éligibles
CAUE 82

D'identifier les potentiels demandeurs

- De les mobiliser
- De les accompagner pour valider leur éligibilité et s'assurez que leur demande sur la plate-forme démarche simplifié soit accepter pour être orienter vers le groupement opérationnel AMO.
- D'assurer un suivi auprès des habitants dans leur parcours
- De constituer une base de données issue des demandeurs
- D'établir une synthèse des résultats à la fois quantitative et qualitative sur des supports cartographique

Les critères d'éligibilités

1. les critères d'éligibilités défini par l'arrêté du **06 septembre** :

- être dans un secteur a aléa fort définie sur géorisques
- être achevés depuis au moins quinze ans ;
- être couvert par un contrat d'assurance habitation ;
- pas d'indemnisation au titre du régime des catastrophes naturelles depuis le 30/06/25 ou $\leq 10\ 000\text{€}$ depuis le 01/07/15
- être non mitoyens ;
- avoir deux niveaux maximums ;
- ne pas présenter de désordres architecturaux ou présenter des fissures sur les murs intérieurs, les doublages et les cloisons dont l'écartement ne dépasse pas 1 millimètre
- revenu fiscal de référence : TM, M, INT

2

Deuxième Etape :
1 - Études : Diagnostic
de vulnérabilité dont
le contenu est défini et
qui déterminera les
travaux nécessaires

- Première phase :
 - AMO administrative
 - AMO diagnostic de vulnérabilité

- AMO Phase études comprend :
 - un appui à la constitution du dossier de demande d'aide
 - la réalisation du diagnostic de vulnérabilité
 - Inspection des travaux enterrés
 - recommandation de travaux

Plafond
2000 HT

- AMO Phase études travaux comprend :
 - l'appui à la recherche des entreprises en capacité de réaliser les travaux
 - la maîtrise d'œuvre des travaux
 - contrôle et constat des travaux réalisés

Plafond
2000 HT

3

Travaux
de prévention
éligibles

- Travaux

Pour la phase travaux possibilité de recourir à un maître d'oeuvre conforme au L1792-1 du code civil

Plafond
15 000 HT

L1792-1 du code civil

Est réputé constructeur de l'ouvrage :

- 1° Tout architecte, entrepreneur, technicien ou autre personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ;
- 2° Toute personne qui vend, après achèvement, un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire ;
- 3° Toute personne qui, bien qu'agissant en qualité de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, accomplit une mission assimilable à celle d'un locateur d'ouvrage.

Catégorie de gestes éligibles

Liste des gestes éligibles

Gestion des eaux

1. Repérage des fuites des réseaux d'eau :

- Mise en charge des réseaux d'eaux pluviales, eaux usées, eaux de vanne et drainage ou test fumigène pour les réseaux suspendus sous les vides sanitaires,
- Création d'un accès au(x) réseau(x) si inexistant,
- Curage du/des réseau(x) bouché(s) si nécessaire

2. Pose des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, en particulier de toiture, en veillant à les éloigner des fondations, ou réparation

3. Réaliser un test de perméabilité du sol de type Porchet

4. Créer un dispositif simple d'infiltration des eaux à la parcelle, à **déporter des fondations**

5. Créer un drainage des eaux déporté et séparatif des eaux pluviales, en amont des terrains en pente

Liste des gestes éligibles

Gestion de la végétation

6. Installer un écran anti-racine

7. Identifier, couper et arracher les systèmes racinaires trop proches de la maison

Imperméabilisation des sols au droit des fondations

8. Protéger les remblais autour de la maison
par une membrane d'imperméabilisation

9. Poser un trottoir imperméable périphérique
d'au moins 1 m de large autour de la maison pour
imperméabiliser le sol au droit des fondations

MONTANT DES SUBVENTIONS

Prestation d'AMO

phases « étude » et « études
travaux » : même taux de
subvention

TMO	MO	INT
90 %	85 %	70%

possible financement complémentaire des collectivités

Prestation de travaux

Avance de 30% : TMO uniquement
 Pour les bâtiments ayant déjà fait l'objet
 d'une indemnisation Cat Nat, le montant de
 l'aide est réduit de 10 %.

TMO	MO	INT
80 %	70 %	50%

QUID DU RESTE A CHARGE ?

En guise de synthèse

- Bien connaître le bâtiment, le terrain
- l'analyser et observer l'évolution de son bâti du terrain
- Faire de la prévention en gardant toujours le même taux hygrométrique dans le sol
créer les conditions pour enlever le trop d'eau et rajouter le manque d'eau
- Palier aux premiers dégâts même légers par un très grand soin et des actions justes au regard des problèmes rencontrés.
La bonne solution au problème bien diagnostiqué.

82



Tarn-et-Garonne

c | a.u.e

Conseil d'architecture, d'urbanisme
et de l'environnement

**MERCI DE VOTRE
PARTICIPATION**